

**Nations unies - Burundi -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 24 mai 2018)

Madame la Présidente,

Je remercie l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Burundi Michel Kafando pour son intervention très éclairante et pour son engagement. Je remercie également mon collègue suisse Jurg Lauber, en sa qualité de président de la configuration Burundi de la Commission de consolidation de la paix, pour son exposé très utile.

Madame la Présidente,

1/ La France prend acte des résultats du référendum. Si le scrutin s'est tenu dans un calme relatif, comme cela a été dit, nous déplorons que la campagne ait eu lieu dans un climat marqué par des intimidations et des menaces, assorties de violences, contre l'opposition à la réforme constitutionnelle. La révision de la constitution introduit des modifications qui vont à l'encontre des accords d'Arusha. Cette révision risque ainsi, si l'on n'y prend garde, d'amorcer la déconstruction des accords d'Arusha, lesquels ont été la colonne vertébrale d'une décennie de paix au Burundi. Le système institutionnalisé de partage du pouvoir entre les composantes communautaires burundaises est en effet remis en cause et les mécanismes visant à protéger la minorité tutsie sont affaiblis ou disparaissent. L'appréciation de la France est donc que cette réforme ne contribuera pas à résoudre la crise dans laquelle le pays est plongé depuis 2015.

Madame la Présidente,

2/ Dans ce contexte, nous restons très préoccupés devant l'impasse politique et la situation sécuritaire au Burundi. Face à l'impossibilité du dialogue et la fermeture totale de l'espace politique, les fractions les plus radicales de l'opposition sont tentées par la lutte armée. Dans le camp du pouvoir, les miliciens Imbonérakuré jouent un rôle de plus en plus important dans les actions d'intimidation et de répression de toute voix discordante et représentent une force difficilement contrôlable. Le risque est donc que la situation se dégrade alors que le statu quo, nous le savons, n'est pas tenable à long terme. Le massacre de Ruhagarika, avec l'assassinat le 11 mai de 27 civils, en constitue une nouvelle et tragique illustration.

Madame la Présidente,

3/ Il est donc essentiel de sortir du cercle vicieux actuel. Le dialogue sous facilitation de

l'EAC, la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est, a échoué jusqu'à présent, principalement en raison de l'obstruction des autorités burundaises. Pourtant, la priorité doit rester de lancer un vrai dialogue national inclusif, sans conditions ni exclusive, qui permette l'expression des aspirations de l'ensemble des composantes de la société burundaise. Cette priorité est inséparable du respect des droits de l'Homme, qui est également une source importante de préoccupations. Un tel dialogue inclusif ne sera possible que si le gouvernement fait les gestes nécessaires, pour permettre notamment à l'opposition, aux médias et à la société civile de jouer leur rôle sans entrave. Nous attendons aussi des gestes forts de la région pour que ce dialogue puisse véritablement se tenir.

Madame la Présidente,

4/ Dans ce contexte difficile, nous appelons toutes les parties burundaises à revenir à l'esprit de consensus qui a présidé à la conclusion des accords d'Arusha, comme nous invitons les garants de cet accord à se mobiliser pour avancer dans la recherche d'une solution politique à la crise.

Le nécessaire leadership régional sur la situation au Burundi doit aller de pair avec un suivi précis de cette situation par le Conseil de sécurité. Dans l'environnement particulièrement inflammable du Burundi, les accords d'Arusha constituent plus que jamais la boussole qui doit guider les efforts des parties burundaises et de la communauté internationale au service du Burundi et de sa stabilité.

Je vous remercie./.